

Concertation sur la réforme de l'asile

Scénario général

Un système d'orientation directif avec des délais accélérés

Ce schéma reposerait sur les changements suivants par rapport au dispositif actuel :

- un schéma d'orientation directif ;
- la suppression de la domiciliation en tant que préalable à l'enregistrement et à l'ouverture des droits du demandeur d'asile ;
- le recours éventuel à des centres d'hébergement temporaires.
- le recours à des structures spécifiques pour les personnes déboutées de leurs demandes d'asile ou les personnes sous procédure Dublin ;

Il peut se mettre en œuvre assez rapidement, sous réserve d'une expertise des moyens alloués, notamment pour l'OFII.

I – Les grands principes

1. Un système d'orientation directif vers les lieux d'hébergement

Ce système impliquerait d'élaborer un schéma qui détermine la répartition des flux entre régions. Lorsqu'une région aura atteint un quota arrêté préalablement, une réorientation vers d'autres régions devra s'opérer.

Un système d'orientation à deux acteurs, national et régional, permettrait d'élaborer un schéma d'orientation quantitatif (fondé sur des considérations de quotas de places par territoire) et qualitatif (comme par exemple pour examiner les besoins spécifiques des familles).

Le nouveau dispositif national d'orientation (DNO) serait un outil conçu au niveau national et mis en œuvre par l'OFII.

2. Lier le versement d'une aide financière à l'acceptation d'une offre d'hébergement

Ce scénario permettrait d'agir à grande échelle sur la répartition des flux, les demandeurs d'asile étant incités à choisir l'offre d'hébergement, en acceptant le principe d'une réorientation géographique. La dissociation de l'offre d'allocation et d'hébergement ferait en effet courir le risque d'un report massif sur le dispositif de veille sociale des personnes sollicitant l'aide financière mais ne souhaitant pas être hébergés hors des grandes agglomérations d'arrivée.

II – Le parcours du demandeur d'asile

1. L'accueil administratif et l'accompagnement social en fonction de l'orientation géographique du demandeur d'asile

Le demandeur d'asile s'adresserait à la direction territoriale de l'OFII pour le diagnostic « personnes vulnérables » et l'orientation vers un hébergement (cf. 1). Dès lors, il disposerait d'un délai maximum pour se présenter en préfecture et être identifié au titre d'Eurodac puis

obtenir de plein droit un document valant droit au maintien sur le territoire. Parallèlement, il serait dirigé vers un centre d'hébergement dans un centre de transit, pour une période de 15 jours maximum, avant orientation dans la région X ou en dehors. Le demandeur d'asile a l'obligation de se rendre dans le lieu qui lui est assigné dans un certain délai. La DT OFII X l'aide à s'acheminer vers ce lieu Y où il sera ensuite hébergé et suivi administrativement.

Le traitement des personnes sous procédure Dublin est plus rapide car, après identification, elles sont dirigées vers un centre d'accompagnement au transfert vers l'EM responsable, sans occasionner de nouveaux allers retours.

Cet accueil administratif et cette évaluation sociale pourraient être également assurés dans un lieu unique ou successivement avec différents interlocuteurs.

2. Un hébergement unifié

Ce scénario reposerait sur deux grands principes :

- le principe que les conditions d'accueil sont les mêmes sur l'ensemble du territoire. Le recours à un hébergement unifié est donc une des conditions à respecter. Plusieurs modèles sont envisageables sous réserve de leur soutenabilité budgétaire ;
- le principe de la simplification des démarches administratives : la gestion et le versement de l'allocation simplifiée et centralisée seraient assurés par l'OFII ; une carte à puce serait attribuée dès l'arrivée du demandeur d'asile ; des conventions seraient conclues avec les organismes de sécurité sociale de type CPAM.

Le choix d'un hébergement simple serait retenu ici. Les résidents bénéficieraient d'un accompagnement externalisé. L'accompagnement serait assuré par des structures assimilées à des plateformes d'accueil, fonctionnant sur la base de prise de rendez-vous. Il s'agirait donc de renforcer les moyens des plateformes et d'en resserrer le maillage territorial, au niveau du département et non plus de la région.

Un certain nombre de prestations d'accompagnement social qui relèvent de l'environnement local pourraient toutefois continuer à être assurées au sein même des centres par l'opérateur en charge de l'hébergement (accueil sur le site, partenariats et mise en relation avec les services et infrastructures locales relatives à la santé, la scolarité et les activités de loisirs ou de formation, maintenance et sécurité, accompagnement à la sortie des centres).

3. Des délais abrégés

L'OFPPRA se verrait doté des moyens lui permettant de traiter en 15 jours les demandes en procédure accélérée ou prioritaire, l'aiguillage étant effectué par l'OFPPRA pour les POS et les procédures nécessitant une appréciation intrinsèque du dossier, et en 3 mois pour les demandes en procédure normale.

Avec des moyens adaptés, la CNDA statuerait à juge unique en deux mois sur les procédures prioritaires et en formation collégiale en six mois sur les autres dossiers.

4. Concevoir des structures spécifiques dédiées à l'accompagnement vers le retour des personnes déboutées

Il s'agirait d'orienter la fin de procédure des déboutés d'une demande d'asile vers une perspective de retour, notamment pour dynamiser le dispositif d'aide au retour volontaire (ARV), qui ne recueille à ce jour qu'une adhésion très modeste auprès des étrangers déboutés de leur demande d'asile,. Sur le modèle belge, ils seraient orientés vers des centres semi-ouverts ou ouverts, le cas échéant avec un système incitatif de poursuite du versement d'une allocation.

5. Le renforcement des plates-formes départementales

Le rôle accru des plates-formes nécessite de maîtriser les coûts de celles-ci en introduisant un outil de budgétisation et en revoyant le référentiel des prestations. Ces plates-formes, confiées exclusivement à des associations, se verraient doter d'un statut juridique. L'OFII serait chargée du pilotage de ces plates-formes.